

**ASSEMBLÉE NATIONALE**

24 juin 2021

PROTECTION DES ENFANTS - (N° 4264)

Retiré

**AMENDEMENT**

N ° AS43

présenté par

Mme Racon-Bouzon, Mme Krimi, Mme Mörch, Mme Hammerer, Mme Meynier-Millefert, Mme Charrière, Mme Rilhac, M. Le Bohec, Mme Brugnera, M. Gérard, Mme Colboc, Mme Hérin, M. Colas-Roy, M. Dombreval, Mme Calvez, Mme Provendier, Mme Dupont et Mme Tamarelle-Verhaeghe

-----

**ARTICLE 14**

Après l'alinéa 7, insérer l'alinéa suivant :

« 2° *bis (nouveau)* Après la deuxième phrase, est insérée une phrase ainsi rédigée : « Il tient compte de l'évolution annuelle du nombre de personnes se présentant comme mineur et privé temporairement ou définitivement de la protection de sa famille dans le département. »

**EXPOSÉ SOMMAIRE**

Cet amendement vise à ce que le ministre de la Justice prenne en compte - lors de l'élaboration de la répartition proportionnée - le nombre effectif de personnes ayant demandé une protection.

Le nombre de mineurs pris en charge par l'aide sociale à l'enfance ne suffit pas ; le nombre de demandeurs a également sa place dans le calcul afin de refléter la réalité des territoires, exposé de façon très disparate à l'accueil de Mineurs Non Accompagnés (MNA).

En effet, certains départements, comme les Bouches-du-Rhône, doivent répondre à un afflux, en forte augmentation ces dix dernières années, de jeunes se déclarant mineurs et demandant à être mis à l'abri. Cela met le dispositif d'accueil et de mise à l'abri d'urgence sous tension : si aujourd'hui, un jeune peut espérer être mis à l'abri sous environ 2 ou 3 semaines, cet hiver, les délais ont pu monter jusqu'à 4 mois d'attente.

Prendre en compte ce paramètre permettrait d'assurer un accueil plus rapide et plus efficace des jeunes et de répondre à notre tradition d'accueil avec dignité et pragmatisme.